



Eviter les chargements hors norme, c'est garantir la longévité de la route, c'est préserver le bon état du réseau routier et de votre engin ; c'est aussi, renforcer la sécurité des biens et des personnes.

Ensemble, combattons le phénomène de la surcharge sur nos routes.



Site web: [www.ecoetfinances.com](http://www.ecoetfinances.com)

Prix: 300F cfa

Journal des entrepreneurs

# ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



## 89ÈME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BIDC

# Des investissements majeurs approuvés



**E**n vue de stimuler les secteurs des infrastructures, du commerce et du développement durable en Afrique de l'Ouest, le Conseil d'administra-

tion de la Banque d'investissement et de développement de la CE-DEAO (BIDC), a approuvé, lors de sa 89ème session ordinaire, tenue le 1er octobre dernier au siège de

la Banque à Lomé, sous la présidence de Dr. George Agyekum Donkor, Président de la BIDC et de son Conseil d'administration, des investissements d'un...

Page 3

### 3ÈME ÉDITION DU FESTIVAL CAFÉ ET CACAO

L'excellence, la qualité et le savoir-faire des acteurs la filière célébrés **P.4**



### INFRASTRUCTURES NUMÉRIQUES

Togocom lance son ISOC pour une qualité de service irréprochable **P.2**



### FINANCEMENT

BGFIBank investit 10 milliards de FCFA dans la construction du siège de son concurrent CCA Bank **P.6**



**OTR**

HORAIRES D'OUVERTURE ET DE FERMETURE DES PARCS DE VEHICULES D'OCCASION

Lundi à vendredi : 07h30 à 17h30

Samedi : 08h00 à 16h00



**CANALBOX**  
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

RETROUVEZ LA NOUVELLE RÉFÉRENCE DE VOTRE BOX POUR VOUS RÉABONNER ET INTRODUIRE VOS REQUÊTES COMMERCIALES

8866 [www.canalbox.tg](http://www.canalbox.tg)

Coût de l'appel : 20 FCFA

Infrastructures numériques

# Togocom lance son ISOC pour une qualité de service irréprochable

*Togocom, leader des télécommunications au Togo, a marqué une étape décisive dans le développement des infrastructures numériques du pays en inaugurant, mardi 22 octobre dernier au siège technique de la société à Cacaveli, son « Intelligent Togocom Services Operations Center » (ISOC). C'était en présence du représentant de l'ARCEP, du CEO Axian Telecom et du DG Togocom Pierre-Antoine LEGAGNEUR.*

Joël JAY

Cette nouvelle installation révolutionnaire promet d'améliorer la qualité des services télécoms à travers une surveillance avancée, une gestion optimale et une connectivité performante pour tous les Togolais.

Le ISOC, véritable centre névralgique de Togocom, se distingue par sa capa-

et performante, essentielle dans un contexte de digitalisation croissante.

Pour Pierre-Antoine LEGAGNEUR, DG de Togocom, ce nouveau ISOC, est un pas important vers la transformation digitale du Togo. « En investissant dans des infrastructures de pointe, nous renforçons notre position d'opérateur global sur le marché et contribuons à la transformation digitale



l'inclusion numérique en Afrique de l'Ouest. « Cette infrastructure est un bijou dans la sous-région. C'est stratégique pour le développement économique et social du pays, notamment par son rôle dans l'amélioration des services numériques, qui sont aujourd'hui essentiels pour les entreprises, les administrations et les citoyens. Avec l'inauguration de cet Intelligent Services Operations Center, Togocom consolide sa position de leader en offrant une couverture réseau inégale, tout en répondant aux exigences croissantes du marché numérique togolais », a souligné, Rai BASGEET, Chief Technology and Information Officer (CTIO) de Togocom.

En plus d'optimiser la gestion des services de télécommunication, le ISOC permet à Togocom de détecter de manière proactive tout incident réseau, d'assurer une maintenance rapide et d'améliorer constamment les perfor-

mances. « Pour les abonnés, cela se traduit par une connectivité fluide, sans interruption, adaptée aux be-

l'innovation technologique en matière de télécommunications au Togo. Ce projet phare témoigne de son en-



cité à assurer une surveillance 24h/24 et une gestion proactive des services de télécommunication. En utilisant des technologies de pointe, le centre détecte les incidents avant qu'ils n'affectent les utilisateurs, permet une maintenance rapide des infrastructures, et améliore en continu la qualité du service. Ce nouveau dispositif garantit ainsi une connectivité fiable

de notre pays », -t-il déclaré. Une vision pour l'avenir numérique du Togo

Doté d'un espace de vie et d'une salle de contrôle qui peut contenir jusqu'à 40 techniciens, le ISOC n'est pas seulement un outil technique, c'est aussi un symbole de l'ambition de Togocom de faire du Togo un acteur majeur dans



soins d'une société de plus en plus connectée », a ajouté Rai BASGEET.

En renforçant la connectivité et en améliorant la qualité des services, Togocom joue un rôle clé dans la réduction de la fracture numérique, tout en contribuant à la compétitivité du Togo au niveau régional. Avec l'inauguration de ce ISOC, Togocom se positionne à l'avant-garde de

gagement à offrir des services de qualité supérieure à ses clients et à accompagner le pays dans son processus de digitalisation. Le ISOC marque ainsi un tournant dans la manière dont Togocom gère ses infrastructures, garantissant une connectivité plus fiable et une expérience utilisateur optimisée pour tous.

## ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo - REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: [ecofinances.infos@gmail.com](mailto:ecofinances.infos@gmail.com)

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: [www.ecoetfinances.com](http://www.ecoetfinances.com)

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan

derrière l'école cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

### Directeur de publication

Komlan KPATIDE  
00228 90 05 05 08

### Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO  
00228 90 90 49 83

### Rédacteurs

Keziah KPATIDE  
Patience SALLAH  
Yves ATCHANOUVI  
Anissatou AFFO

### Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

### Graphiste

Stan AZIATO  
91 77 02 74

### Imprimerie

ECO & FINANCES  
Tirage: 3000

89ème session du conseil d'administration de la BIDC

## Des investissements majeurs approuvés

*En vue de stimuler les secteurs des infrastructures, du commerce et du développement durable en Afrique de l'Ouest, le Conseil d'administration de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), a approuvé, lors de sa 89ème session ordinaire, tenue le 1er octobre dernier au siège de la Banque à Lomé, sous la présidence de Dr. George Agyekum Donkor, Président de la BIDC et de son Conseil d'administration, des investissements d'un montant total de 61 millions d'euros et de 100 millions USD. Ces investissements visent à soutenir dans le secteur privé des PME dans l'expansion de leurs opérations à travers divers secteurs, ainsi qu'à soutenir trois projets dans le secteur public dans les domaines des infrastructures, du transport, de la santé et du développement durable.*

**Bernard AFAWOUBO**

Promouvoir le développement durable et l'intégration régionale au sein de la sous-région de la CEDEAO, tout en stimulant la croissance de l'activité économique, telle est la mission que s'est assignée la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC).

A en croire Dr. George Agyekum Donkor, Président de la BIDC et de son Conseil d'administration, les investissements approuvés sont en adéquation avec la mission de la Banque.

En effet, pour le compte du

secteur privé, le conseil d'administration de la BIDC a accordé une ligne de crédit de 100 millions USD à Access Bank Plc en République fédérale du Nigeria afin de soutenir les PME dans l'expansion de leurs opérations à travers divers secteurs.

En ce qui concerne le secteur public, trois projets d'un montant total de 61 millions d'euros ont été approuvés en République fédérale du Nigeria, pour le renforcement des infrastructures, du transport, de la santé et du développement durable.

Les projets approuvés sont en adéquation avec les Objectifs

de développement durable (ODD) des Nations Unies, ainsi qu'avec le Plan stratégique de la Banque pour la période 2021-2025. Ces approbations portent le montant total des engagements de la BIDC dans l'espace CEDEAO à 4,2 milliards USD, dont 408 millions USD en République fédérale du Nigeria.

La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) est l'institution financière de développement des quinze (15) États membres de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) que sont : le Bénin, le Burkina



na Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo.

La vision de la BIDC est d'être la première banque régionale de développement et d'investissement en Afrique de l'Ouest, moteur de création de richesse, de croissance économique et d'industrialisation pour le bien-être des populations de la région.

La BIDC promeut une sous-région qui est intégrée, inclusive, durable et résiliente à travers le financement de

projets et de programmes de développement nationaux et régionaux.

Conformément à ses statuts, l'objectif de la Banque est de contribuer à la réalisation des objectifs de la Communauté, en accompagnant les projets de création d'infrastructures d'intégration régionale, et tous autres projets de développement dans les secteurs public et privé ; et aider au développement de la Communauté par le financement de programmes spéciaux.

## Développement en Afrique

# La BAD et la JICA concluent un prêt de 421 millions de dollars pour renforcer les infrastructures

*Dans une démarche visant à renforcer le développement des pays les moins avancés et les plus fragiles du continent africain, le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) ont conclu un accord majeur. Cet accord de prêt concessionnel d'une valeur de 51,67 milliards de yens japonais, soit environ 421 millions de dollars américains, a été officiellement signé le 15 octobre 2024.*

**Joël JAY**

Le prêt fait suite à la promesse du gouvernement japonais lors de la 16e reconstitution des ressources du Fonds africain de développement en décembre 2022. Ce soutien financier renforcera les efforts de développement dans les nations africaines confrontées à des défis cruciaux tels que le changement climatique, le manque d'infrastructures, la fragilité institutionnelle, et l'intégration régionale.

Le Japon, en tant que principal contributeur

du Fonds africain de développement, s'est illustré par son engagement constant aux côtés de la BAD. Lors des précédentes reconstitutions des ressources du guichet concessionnel du Groupe, notamment lors des 14e, 15e et 16e éditions, le Japon avait déjà joué un rôle central.

Lors de la cérémonie de signature, Daiho Fuji, vice-ministre adjoint du ministère des Finances du Japon, s'est exprimé sur l'importance de cet accord. Il a souligné que ce prêt, combiné aux contributions sous forme de dons, permettra aux pays

africains de faire face à des crises majeures, notamment la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale et la gestion difficile de la dette publique. « Le Fonds africain de développement est un outil essentiel pour soutenir les pays les plus vulnérables d'Afrique dans leur quête de stabilité et de croissance durable », a-t-il déclaré. Le président du Groupe de la BAD, Akinwumi Adesina, qui était en visite au Japon pour la cinquième fois, a exprimé sa reconnaissance envers

le gouvernement japonais. Il a mis en lumière l'impact concret des projets financés par le Fonds africain de développement, avec des chiffres éloquentes : « Rien que cette année, 500 000 personnes ont été raccordées à l'électricité, un million ont eu accès à des services d'eau potable et d'assainissement, 2,5 millions bénéficient désormais de moyens de transport améliorés, et 2,7 millions ont accédé à des soins de santé », a-t-il précisé.

Ces avancées sont le fruit d'une collaboration fructueuse entre la BAD et ses partenaires, dont la JICA, qui à travers son Initiative d'assistance renforcée au secteur privé en Afrique, continue de mobiliser des ressources pour soutenir le développement durable du continent.

Lors de son discours, Katsura

Miyazaki, première vice-présidente exécutive de la JICA, a rappelé que l'Afrique est confrontée à des défis multiples, exacerbés par des crises mondiales telles que la flambée des prix des ressources de base et les dettes croissantes des pays en développement. Elle a souligné que le rôle du Fonds africain de développement est devenu plus crucial que jamais pour aider ces nations à surmonter ces crises, et à maintenir leur élan vers un développement durable.

La signature de cet accord marque une nouvelle étape dans le partenariat entre l'Afrique et le Japon, ouvrant la voie à une coopération renforcée pour le développement durable et la prospérité partagée des pays africains.

### À vendre

#### A la Caisse

-Une villa sur 824 m2 avec piscine de 4 chambres salomoderne et une chambre ami avec une dépendance avec titre foncier

-Une villa sur 1280 m2 en angle de rue avec titre foncier de 5 chambres salon ; deux chambres amis et une grande salle

-Une villa sur 608 m2 avec titre foncier de 3 chambres salon en angle de rue.

#### A vendre

-Une villa R+2 très moderne de 5 chambres +2 salons ; 2 cuisines ; 2 bars ; 2 dépendances ; une piscine et une paillote à Agoe assiyeye avec titre foncier ;

-Deux (02) lots collés à zanguera avant l'ancien péage en angle de rue avec un titre foncier global

-Dix (10) lots collés à zanguera avant l'ancien péage et à 30 m du goudron avec titre foncier.

Contact : (00 228) 90 05 05 08 ou le 99 06 96 71

3ème édition du festival Café et Cacao

## L'excellence, la qualité et le savoir-faire des acteurs la filière célébrés

*Du 23 au 26 octobre 2024, l'espace de la FAO se transformera en un véritable carrefour des saveurs et des traditions avec la 3ème édition du Festival Café et Cacao. Cet événement, soutenu à la fois par la FAO et le Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CCFCC), mettra à l'honneur l'excellence des produits locaux et la passion des producteurs togolais. Ce festival, ouvert ce mercredi par Enselme Gouthon, secrétaire général du CCFCC, rassemble diverses personnalités du secteur et souligne l'importance des filières café et cacao pour l'économie togolaise.*

Anissatou AFFO

Le festival se déroule autour du thème : « La qualité, l'excellence sur toute la chaîne de valeur du café et du cacao ». Cela reflète l'engagement des producteurs et acteurs du secteur à renforcer la qualité de leurs produits et à valoriser leur savoir-faire. À travers des conférences, des ateliers et des dégustations, les participants auront l'occasion d'en apprendre davantage sur les meilleures pratiques, les techniques de culture et de transformation, tout en appréciant les richesses du terroir togolais. Cet événement célèbre non seulement les produits locaux, mais également le savoir-faire, la passion et la

créativité des producteurs togolais.

La coopérative Choco Togo, qui organise le festival, marquera cette édition en célébrant son 10e anniversaire. Pionnière dans la valorisation des produits locaux, Choco Togo a su imposer un standard de qualité reconnu à l'international. Au cours de ces quatre jours, elle célébrera les médailles reçues en 2023 lors du concours Cacao Excellence, une reconnaissance qui témoigne de la qualité exceptionnelle de son produit.

« Nous transformons le café et le cacao de chez nous et nous aimerions dire au monde entier que le Togo a le meilleur cacao du monde et c'est à nous de le valoriser. Donc ce festival est

l'occasion de célébrer les médailles d'or, d'argent et de bronze que nous avons reçues au concours Excellence 2023. Nous voulons aussi créer un lieu où nous pouvons présenter toute la filière du café et du cacao, afin que le public puisse connaître les acteurs. Durant ce festival, nous invitons la population togolaise à venir déguster le café, le cacao et le chocolat du Togo », a indiqué Komi Agbokou, Directeur Général de Choco Togo.

La 3ème édition du Festival Café et Cacao offre une occasion précieuse de renforcer les liens entre producteurs, consommateurs et professionnels, favorisant le dialogue et l'échange autour des meilleures pratiques et innovations. Selon Enselme



Gouthon, secrétaire général du Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CCFCC), investir dans le secteur du café et du cacao, c'est investir dans l'avenir du pays. Il a également salué l'engagement de la coopérative Choco Togo, pionnière dans la valorisation des produits locaux, pour sa quête de qualité et de durabilité. « C'est Choco Togo qui nous a fait découvrir le chocolat made in Togo, un chocolat de qualité. Aujourd'hui, après 10 ans, Choco Togo continue de grandir ; il s'est organisé pour améliorer la qualité. Tout ce que Choco Togo fait aujourd'hui pour se rendre visible crée les conditions d'une amélioration de ce qu'il sait faire, car à travers toutes les expositions qu'il

organise, cela lui permet de connaître des critiques, des propositions, des idées pour continuer à innover. On peut dire qu'après 10 ans d'existence, Choco Togo a grandi », a-t-il indiqué.

La 3e édition du Festival Café et Cacao promet d'être un moment fort pour le Togo, célébrant l'excellence, la qualité et le savoir-faire des acteurs de cette filière. Grâce au soutien de la FAO et du CCFCC, cet événement s'inscrit dans une démarche de valorisation des richesses locales tout en renforçant l'importance de l'agriculture durable. Les visiteurs pourront découvrir la richesse et la diversité des produits issus du café et du cacao, témoignant du dynamisme et de l'engagement des producteurs.

Campagne cotonnière 2024-2025 au Togo

## Les acteurs font le bilan à mi-parcours à Sokodé

*La Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT) en collaboration avec la Fédération nationale des groupements de producteurs de cotons du Togo (FNGPC COOP-CA), organise un atelier de deux afin de faire le bilan à mi-parcours de la campagne 2024-2025 et les préparatifs de la commercialisation du coton graine.*

Patience SALLAH

Placé sous le thème « Fédérons nos actions autour de la collecte et la paie des producteurs », cet atelier national a pour objectif de permettre aux représentants de ces deux sociétés et du ministère de l'Agriculture de faire ensemble une évaluation d'étape de cette campagne en cours et de trouver des voies et moyens efficaces pour améliorer la commercialisation du coton graine. Il est également question de réfléchir pour assurer

une paie rapide des revenus aux producteurs de coton.

Les participants vont plancher sur diverses thématiques pour parvenir à terme à une collaboration totale entre les différents partenaires de la filière, à l'obtention d'un coton de qualité depuis la récolte jusqu'à l'exportation ainsi qu'à une collecte rapide du coton et un paiement sans tarder des cotonculteurs.

Au titre de la campagne 2024-2025, la superficie retenue est de 79306 hectares desquelles on attend une production de 66617 tonnes

avec un rendement moyen de 840kg/ha contre un objectif d'emblavure de 100000 hectares pour une production prévisionnelle de 85000 tonnes avec un rendement moyen de 850 Kg/ha. La campagne 2023-2024 s'est soldée par une emblavure de 80000 hectares pour une production de 67679 tonnes. Une légère baisse du niveau d'emblavure a été noté par rapport à la campagne précédente en dépit d'une constante mobilisation des producteurs de coton résolument engagés durant ces deux campagnes. Cette si-

tuation s'explique non seulement par l'accentuation des caprices pluviométriques marquées par une longue sécheresse constatée au cours de la période de semis mais aussi par la mauvaise qualité des semences.

« Cette réunion technique permet aux différents partenaires de préparer le démarrage de la campagne, de lever toutes les difficultés rencontrées dans le passé pour que cette campagne puisse permettre de récolter rapidement le coton, de payer promptement les producteurs et d'avoir un coton de bonne qualité » a souligné Martin Drevon, général de la NSCT.

Le président de la FNGPC COOP-CA, Koussouwè Kouroufèi s'est engagé à sensibili-

ser ses collègues producteurs pour éviter les mauvaises pratiques. Il compte également mobiliser ceux-ci pour une récolte rapide, la sécurisation des stocks de coton graine, la préparation des marchés d'achat et le choix des membres des équipes d'achat pour la réussite des opérations de commercialisation du coton graine de la campagne 2024-2025.

Les producteurs ont été invités par le secrétaire général de la préfecture de Tchoudjo, Daro Ouro-Akondo, à suivre les conseils des techniciens sur le respect de l'itinéraire technique gage d'une bonne productivité et d'une amélioration des rendements et revenus.

# BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mercredi 23 octobre 2024

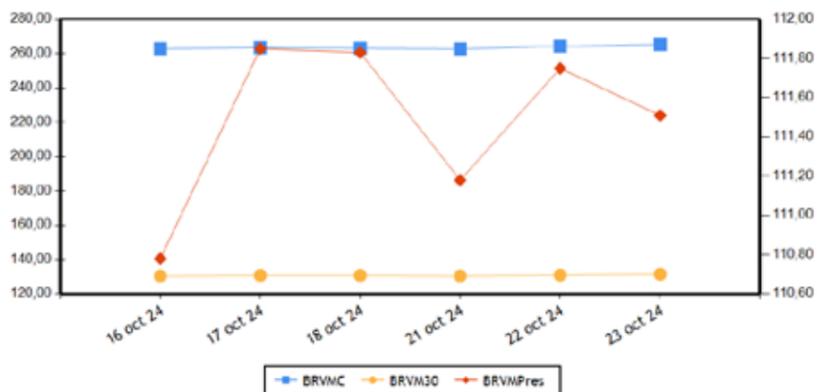
N° 203

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>265,32</b>
Variation Jour	0,39 %
Variation annuelle	23,89 %

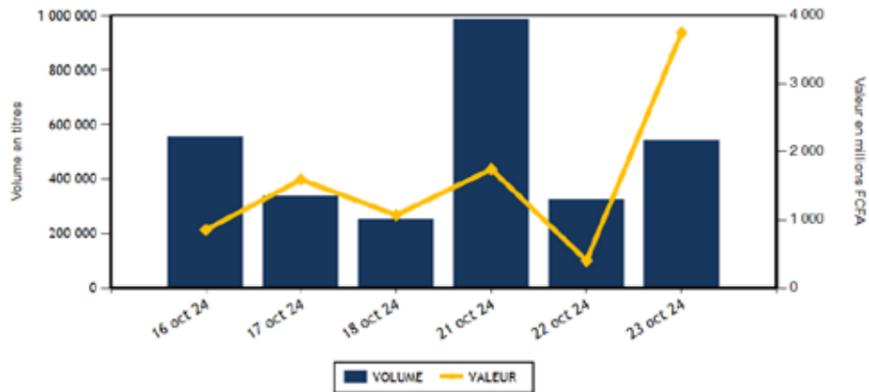
<b>BRVM 30</b>	<b>131,53</b>
Variation Jour	0,40 %
Variation annuelle	21,96 %

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>111,51</b>
Variation Jour	-0,21 %
Variation annuelle	9,89 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	9 630 653 803 287	0,39 %
Volume échangé (Actions & Droits)	539 095	69,12 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	3 726 914 937	956,92 %
Nombre de titres transigés	43	0,00 %
Nombre de titres en hausse	17	-5,56 %
Nombre de titres en baisse	12	9,09 %
Nombre de titres inchangés	14	0,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 521 791 504 590	0,07 %
Volume échangé	2 348	-57,53 %
Valeur transigée (FCFA)	20 044 306	-59,89 %
Nombre de titres transigés	5	-73,68 %
Nombre de titres en hausse	3	50,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-87,50 %
Nombre de titres inchangés	1	-88,89 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	2 245	5,65 %	68,80 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	670	3,08 %	-20,24 %
SICABLE CI (CABC)	1 040	2,46 %	-6,31 %
SOLIBRA CI (SLBC)	16 500	2,33 %	89,66 %
SMB CI (SMBC)	13 400	2,29 %	27,26 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ORAGROUP TOGO (ORGT)	1 690	-5,85 %	-35,98 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	2 090	-2,79 %	41,69 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	780	-1,89 %	64,21 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	3 250	-1,52 %	-39,70 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	875	-1,13 %	10,76 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	111,51	-0,21 %	9,89 %	117 540	2 529 201 235	8,44
BRVM-PRINCIPAL	36	132,07	0,61 %	27,04 %	421 555	1 197 713 702	12,41

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	130,40	1,07 %	29,07 %	117 719	798 735 505	18,79
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	708,27	0,70 %	33,27 %	118 572	2 578 509 785	10,03
BRVM - FINANCES	15	99,21	-0,35 %	14,80 %	275 866	299 780 347	5,86
BRVM - TRANSPORT	2	352,44	-0,34 %	6,49 %	6 944	10 020 315	4,57
BRVM - AGRICULTURE	5	187,78	-0,02 %	16,23 %	13 073	33 449 365	13,33
BRVM - DISTRIBUTION	7	340,38	1,20 %	3,71 %	6 916	6 416 345	44,07
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	808,19	0,77 %	-27,22 %	5	3 275	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,43
Taux de rendement moyen du marché	8,19
Taux de rentabilité moyen du marché	10,27
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	155
Volume moyen annuel par séance	416 902,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 227 760 075,93

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	14,16
Ratio moyen de satisfaction	20,29
Ratio moyen de tendance	143,27
Ratio moyen de couverture	69,80
Taux de rotation moyen du marché	0,05
Prime de risque du marché	3,84
Nombre de SGI participantes	31

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)  
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
 Fax : +225 20 32 66 84  
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org



## Financement

# BGFIBank investit 10 milliards de FCFA dans la construction du siège de son concurrent CCA Bank

**(Investir au Cameroun) - Le projet de construction du nouveau siège du Crédit communautaire d'Afrique (CCA Bank) a été financé par une institution inattendue : son concurrent direct, BGFIBank Cameroun. L'information a été révélée le 19 octobre 2024 lors de l'inauguration de l'édifice à Douala, par le président du Conseil d'administration de CCA Bank, Albert Nkemla. Cependant, il est resté discret sur le coût total des travaux ainsi que sur la contribution exacte de BGFIBank à la réalisation de ce bâtiment.**

Selon des sources internes, la contribution du groupe bancaire gabonais à ce projet s'élève à 10 milliards de FCFA. Cela explique en partie la présence remarquée de son PDG, Henri-Claude Oyima, invité de marque de la cérémonie. Nos sources, qui affirment qu'il s'agit d'un crédit bancaire, n'ont toutefois pas révélé les détails de l'opération, notamment les



conditions financières. Collaboration diversifiée Pour le grand public, voir BGFIBank financer un

concurrent aussi ambitieux que CCA Bank, qui revendique un portefeuille de 700 000 clients actifs et un

bilan total de 832 milliards de FCFA à fin septembre 2024, peut sembler étonnant. Cependant, au sein de BGFIBank, cet investissement est perçu autrement. « Cela peut paraître curieux, mais nous nous considérons comme complémentaires, et nous travaillons ensemble pour le rayonnement de l'Afrique », a déclaré un haut cadre du groupe gabonais. En effet, bien que les relations entre les deux institutions financières ne soient pas formalisées, elles sont ponctuées de plusieurs collaborations. Outre le financement du siège de CCA Bank, les deux banques

ont coopéré sur d'autres projets, notamment dans le cadre d'une convention de crédit relais de 143,5 milliards de FCFA, conclue entre l'État du Cameroun et un consortium bancaire piloté par BGFIBank. De plus, les deux établissements de crédit collaborent sur le dossier Nana Bouba, et BGFIBank a souvent soutenu CCA, sa cadette dans le secteur bancaire, dans ses ambitions d'expansion tant sur le plan national qu'international. « Monsieur Henri-Claude Oyima nous a personnellement encouragés sur ce projet », a déclaré Albert Nkemla, le 19 octobre dernier à Douala.

## CABEF 2024

## Le CAPS au centre des attentions

**Sous le thème « Le gaz naturel comme clé d'industrialisation, l'accélération économique en Afrique centrale », la 4e édition du Central Africa Business & Energy Forum (CABEF) s'est ouverte ce mercredi 23 octobre à Libreville. La rencontre, qui vise la réduction de la pauvreté énergétique en Afrique, cristallise les attentions autour de la solution envisagée pour y parvenir : la construction du Central african pipeline system (CAPS), un projet intégrateur conçu pour l'Afrique centrale.**

Les acteurs clés du secteur énergétique en Afrique centrale sont depuis ce mercredi 23 octobre, réunis à Libreville pour discuter du développement du gaz naturel et des infrastructures énergétiques. Des enjeux cruciaux abordés dans la 4e édition du Central Africa Business & Energy Forum (CABEF) qui jusqu'au 25 octobre, se tiendra sous le thème « Le gaz naturel comme clé d'industrialisation, l'accélération économique en Afrique centrale ». Nathalie Lum, la présidente du CABEF y voit « un cri de ralliement pour la transformation » et la réalisation du rêve d'une Afrique centrale où les lumières ne s'éteignent jamais et où les usines bourdonnent de productivité.

### Une opportunité unique de transformation

Cette sous-région, a rappelé Marcel Abeke, le ministre gabonais du Pétrole et du gaz, dispose de vastes réserves de gaz naturel encore inexploitées. « Ces ressources constituent pour notre région, une opportunité unique de transformation, d'industrialisation et de prospérité », a-t-il commenté relevant que selon l'Agence internationale de l'énergie, le continent pourrait exporter jusqu'à 30 milliards de mètres cube de gaz par an d'ici 2030. Une perspective qui pourrait générer des revenus significatifs et aider à la diversification des économies. « Nos réserves de gaz naturel ne sont pas de simples ressources », a soutenu Nathalie Lum rappelant que ce rassemblement vise

la réduction de la pauvreté énergétique en Afrique centrale.

Pour y arriver, un projet intégrateur a été pensé : le Central african pipeline system (CAPS). « Le CAPS n'est pas qu'un projet d'infrastructure. C'est un symbole de notre unité, de notre ambition, de notre marge imparable vers un avenir plus radieux », a déclaré Nathalie Lum. Le CAPS qui devrait permettre de faire face à la crise énergétique en Afrique centrale est un projet ambitieux de transport, de distribution et de stockage de produits pétroliers et gaz naturel pour produire de l'électricité. Pensé pour la sous-région Afrique centrale (Cemac), il devrait s'étendre à la CEEAC et a été inspiré de certains modèles de pipeline aussi bien en Afrique qu'en

Europe.

### Quid du CAPS ?

Selon les premières estimations, ce projet coûtera environ 10 milliards de dollars et pourrait être mis en service d'ici 5 ans (2030). Le pipeline devrait alimenter des raffineries de pétrole qui enverront leurs productions vers des lieux de stockage pour la distribution dans la sous-région. De même, le gaz produit localement devrait alimenter des industries de stockage LNG qui alimenteront des centrales thermiques pour produire l'électricité. Le CAPS devrait stimuler l'industrie minière de la sous-région, réduire les coûts de l'énergie avec à la clé la production d'une énergie propre, stimuler l'agriculture avec à la clé la production d'engrais. Dans un premier temps, le CAPS partira de Pointe-Noire (Congo) à Libreville (Gabon), traversera Bata (Guinée équatoriale), pour atteindre Kribi (Cameroun). De même, il pourrait avoir un pipeline qui partirait de Malabo (Guinée équatoriale) pour Kribi qui sera « le hub pour transporter cette énergie à Bangui en (RCA) et au

Tchad ». Les études APS sont terminées et validées par le PREF-Cemac, l'organe de la sous-région chargé de la maturation des projets intégrateurs. En phase d'avant-projet détaillé, les parties prenantes espèrent commencer en mars 2025 les études détaillées pour atteindre l'objectif de 2030.

Notamment, avoir les premiers litres de pétrole qui traverseront la sous-région et les premiers kW d'énergie qui seront produits par les centrales thermiques. Dans un second temps, le CAPS partira de Pointe-Noire pour rallier Luanda (Angola), arrivera à Kisangani (RDC), attaquera le Burundi puis Kigali (Rwanda). Cette phase 2 pourrait s'achever en 2032 si les moyens sont mis en place. « Ce projet traduira notre détermination à travailler ensemble, à partager nos ressources. Si nous parvenons à son heureux achèvement, nous aurons mis en place un moyen fiable de transport de ressources gazières à travers nos frontières, améliorer l'accès à l'énergie », a déclaré Marcel Abéké.

Gobonreview.com

Secteur de la santé

# La tenue vestimentaire du personnel de santé codifiée

**(TOGODAILYNEWS)- Dans l'optique d'harmoniser le code vestimentaire du personnel dans les formations sanitaires du Togo, le ministre de la santé et de l'hygiène publique, Prof Tchinn Darré, a pris, ce mercredi 23 octobre, un arrêté en ce sens.**

Le décret pris par le ministre s'applique à l'ensemble du personnel en contact direct avec le patient ou son environnement dans les formations sanitaires sur toute l'étendue du territoire national. Ceci dans le but de répondre aux exigences en matière d'hygiène et de protection. Dorénavant les uniformes des professionnels de santé varient selon leurs spéciali-

tés. Ainsi, les médecins, chirurgiens, dentistes et pharmaciens porteront des blouses à manches courtes ou longues couvrant les genoux et/ou des ensembles tuniques (haut et pantalon en bas), le tout de couleur blanche. Les infirmiers, quant à eux porteront un ensemble tunique en blanc avec col bleu. Dorénavant, les sages-

femmes seront en blouse manche courte couvrant les genoux et ensemble tunique, le tout de couleur rose rayée. « Des règles particulières s'appliquent au personnel intervenant dans certains services spécifiques, notamment les blocs opératoires et les laboratoires, conformément aux standards internationaux » précise le ministre Tchinn Darré. Aussi, le personnel des formations sanitaires est-il identifié à partir d'une inscription sur sa tenue notamment nom et prénom de l'agent, qualification professionnelle, et le titre. Les étudiants et stagiaires en cours de formation adoptent le même code vestimentaire que le corps de métier auquel ils sont



censés appartenir à la fin de leur formation. Quant aux apprenants des écoles de sage-femme et d'infirmiers, ils conservent leurs tenues de stage actuelles. « Tout manquement aux dispositions du présent arrêté est puni conformé-

ment à la législation en vigueur » précise le ministre Tchinn Darré. Et d'ajouter que « Les formations sanitaires et l'ensemble du personnel, disposent d'un délai de six (6) mois pour se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Education Inclusive

# Des directeurs d'école appelés à mieux encadrer les élèves atteints d'albinisme

**La Fondation Pierre Fabre et ses partenaires ont organisé, le 23 octobre 2024, à Lomé, une séance de sensibilisation sur l'albinisme à l'endroit des directeurs des Ecoles Primaires Publiques (EPP) relevant des inspections du Grand Lomé. L'objectif étant de les amener à bien appréhender cette maladie, pour mieux accompagner les enfants atteints de ce mal dans leur cursus scolaire. Dans ce sens, des exemplaires du magazine « Planète j'aime lire », consacré à l'albinisme, leur ont été distribués.**

Près de 350 chefs d'établissements des Ecoles Primaires Publiques (EPP) des inspections de la Direction Régionale de l'Education (DRE) du Grand Lomé ont été sensibilisés, le 23 octobre 2024, sur les signes, les causes et les conséquences liés à l'albinisme. Ils ont suivi également des capsules vidéo, portant sur le quotidien des Personnes Atteintes d'Albinisme (PAA) au sein de la communauté et en milieu scolaire. C'est une initiative de la Fondation Pierre Fabre et de ses partenaires, visant à vulgariser l'albinisme, tout en invitant la population à lutter contre la discrimination dont sont victimes ces personnes. S'agissant de cette pathologie, les or-



ganisateurs ont fait savoir que l'albinisme est une maladie génétique qui affecte la pigmentation, avec un déficit de production de la mélanine. Le teint de la peau d'une PAA est blanc cireux ou légèrement rosé, avec des cheveux blancs ou roux, tout comme des poils, sourcils ou cils. Ils ont aussi relevé que sur le plan socio-économique, les per-

sonnes souffrant de ce mal sont souvent des jeunes et femmes vulnérables. Reçues en consultation, ces personnes présentent, souvent, des dermatoses, allant jusqu'aux tumeurs cancéreuses. C'est dans cette perspective que la Fondation, dont le principe est d'agir pour la santé, veut permettre à cette frange de la population d'accéder à

des soins et médicaments de qualité. « Notre mission s'articule autour de la formation des pharmaciens, la lutte contre la drépanocytose, la dermatologie, l'accès aux soins primaires des populations vulnérables et la e-santé. Par rapport à l'axe dermatologie, la fondation soutient les projets de prévention, de soutien, de sensibilisation et de prise en charge médicale des affections cutanées chez les PAA. Avec le groupe Bayard, la Fondation a fait éditer un numéro du magazine « j'aime lire » dédié à l'albinisme. L'école étant le lieu par excellence pour sensibiliser les élèves, nous avons organisé cette rencontre avec les chefs d'établissements, pour leur faire découvrir que cette maladie n'est pas un mauvais sort ou quoi que ce soit. Elle n'est, non plus, contagieuse. Nous souhaitons qu'ils puissent relayer, à leur tour, l'information auprès des enseignants. Ceci permettra aux élèves sensibilisés d'être plus tolérants », a indiqué M. Giscard Koffi Samboé, coordinateur pays de la Fondation Pierre Fabre.

Les participants ont, pour leur part, apprécié cette initiative qui cadre avec l'ODD 4 des Nations Unies, engagé à « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité ». « Nous avons apprécié l'initiative, qui porte sur la sensibilisation des éducateurs aux besoins des personnes atteintes d'albinisme. Nous avons donc compris qu'il faudra, désormais, dans nos établissements, des aménagements raisonnables dans les classes et pendant les examens, y compris du temps supplémentaire, pour les apprenants atteints d'albinisme. Nous allons surtout les outiller sur des comportements à adopter, pour aider ces apprenants victimes à minimiser le risque de cancer de la peau, en leur évitant certaines punitions », a dit M. Raphaël Atikpa Folivi, directeur de l'EPP Aniko Palako II.

togopresse.tg



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO  
 ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT  
 BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO



**TRANSFORMING  
 ECOWAS  
 COMMUNITIES**

**TRANSFORMER  
 LES COMMUNAUTES  
 DE LA CEDEAO**

**TRANSFORMANDO  
 AS COMUNIDADES  
 DA CEDEAO**

